

Prendre ses responsabilités ou abandonner un navire en perdition ?

La démission choquante de l'un des cardinaux les plus importants de l'Église aujourd'hui.

C'est un choc total. Le cardinal Reinhard Marx, sans doute l'un des prélats les plus puissants de l'Église catholique, a annoncé publiquement vendredi qu'il avait demandé au pape François d'accepter sa démission en tant qu'archevêque de Munich et Freising. Pourquoi est-ce si choquant ? M. Marx n'a que 67 ans - huit ans avant d'atteindre l'âge normal de la retraite - et il est l'un des conseillers les plus proches et les plus influents du pape. Et bien que cela n'ait pas été rapporté avec l'attention qu'il mérite, il a également été l'une des forces motrices pour amener le Vatican à consacrer du temps et des ressources à la crise des abus sexuels du clergé. Il préconise depuis longtemps de se concentrer sur les besoins des victimes, plutôt que de protéger les intérêts et l'image de l'Église.

L'un des évêques les plus déterminés de l'Église

Le grand Allemand a été le fer de lance de la création, en 2012, du Centre pour la protection de l'enfance (CCP), en collaboration avec l'Université pontificale grégorienne. Initialement basé à Munich, il a été transféré au siège de l'université à Rome en 2014. C'est la même année que François a annoncé la création de la Commission pontificale pour la protection des mineurs. Une fois de plus, Marx a été l'influence majeure derrière cela. En tant que membre initial du cabinet du pape jésuite, le Conseil des cardinaux, c'est lui qui a convaincu François -- qui était resté étonnamment silencieux sur la crise des abus sexuels pendant presque toute la première année de son pontificat -- que le Saint-Siège devait créer un bureau spécifique pour aborder la crise des abus sexuels du point de vue des victimes. Bien que le pape ait nommé le cardinal Sean O'Malley à la tête de cette commission, le principal catalyseur de sa mise en place a été le puissant Marx, l'homme qu'un évêque européen qui a travaillé en étroite collaboration avec lui a appelé le "véritable Panzer Kardinal". De retour dans son pays natal, l'Allemagne, Marx a été l'un des dirigeants de l'Église les plus déterminés à faire face à la crise. En tant que président de la conférence épiscopale nationale de 2014 à 2020, il a incité les catholiques allemands à s'engager dans un long "chemin synodal" visant à réformer l'Église. En un mot, il a été l'un des meilleurs évêques au monde, et l'un des plus francs, pour aider l'Église nationale et internationale à faire face courageusement aux abus sexuels dans ses rangs.

L'Église est dans une "impasse"

Mais dans sa lettre de démission, qu'il a envoyée au pape le 21 mai, il a déclaré : "Il est important pour moi de partager la responsabilité de la catastrophe des abus sexuels commis par des responsables de l'Église au cours des dernières décennies." "Mon impression est que nous sommes dans une 'impasse' qui, et c'est mon espérance pascalle, a aussi le potentiel de devenir un 'tournant'", a-t-il ajouté. Mais il a précisé, en toutes lettres, que cela ne pouvait se produire que s'il se retirait. "Pour assumer sa responsabilité, il ne suffit donc pas, à mon avis, de réagir uniquement et exclusivement si les dossiers apportent la preuve des erreurs et des manquements des individus. En tant qu'évêques, nous devons faire comprendre que nous représentons également l'institution de l'Église dans son ensemble", a-t-il déclaré au pape. En d'autres termes, Marx sous-entend que le navire ne peut pas

être retourné tant que le capitaine (peu importe s'il a seulement hérité du désordre) reste à la barre - même s'il fait un travail compétent pour maintenir le navire à flot". Et il n'est pas juste non plus de relier ces problèmes en grande partie à des périodes passées et à d'anciens responsables de l'Église, "enterrant" ainsi ce qui s'est passé", poursuit-il dans sa lettre au pape.

"J'appartiens aussi à ce cercle et je dois prendre mes responsabilités".

"J'ai le sentiment qu'en restant silencieux, en négligeant d'agir et en me concentrant trop sur la réputation de l'Église, je me suis rendu personnellement coupable et responsable", a déclaré le cardinal. Le cardinal Marx est devenu évêque auxiliaire en 1996, puis évêque de Trèves en 2001 avant que Benoît XVI ne le nomme à Munich en 2007. Mais il a déclaré que ce n'est "qu'après 2002 et encore plus depuis 2010" que l'Église a commencé à subir un "changement de perspective" sur la crise des abus - "qui n'est pas encore achevé". "Le fait de négliger et d'ignorer les victimes a certainement été notre plus grande faute dans le passé", a déclaré le cardinal. Marx a rappelé qu'après que la conférence épiscopale allemande a publié un rapport dévastateur en 2018 qui a révélé que quelque 3 700 enfants pour la plupart avaient été abusés sexuellement par des prêtres entre 1946-2014, il s'est tenu dans la cathédrale de Munich et a déclaré "nous avons échoué". "Mais qui est ce 'Nous' ?" Marx a demandé dans sa lettre de démission. "En fait, j'appartiens aussi à ce cercle. Et cela signifie que je dois aussi en tirer des conséquences personnelles." "Cela devient de plus en plus clair pour moi", a-t-il dit à François. "Je crois qu'une possibilité d'exprimer cette volonté de prendre des responsabilités est ma démission".

Cela mettrait la barre très haut

Le cardinal Marx a déclaré que le pape François lui avait donné la permission de rendre la lettre de démission publique, ce que l'archidiocèse de Munich a fait dans différentes traductions. La question est maintenant de savoir ce que le pape va faire de cette lettre. Il pourrait s'agir de l'une des décisions les plus importantes à ce stade de son pontificat. S'il autorise Marx à démissionner pour les raisons invoquées par le cardinal (à savoir qu'il est coresponsable de la catastrophe des abus), la barre sera placée très haut, comme l'a fait remarquer Massimo Faggioli, historien de l'Église et chroniqueur sur LCI. Et ce sera une barre très haute en effet. "Les récents débats ont montré que certains dans l'Église ne veulent pas reconnaître précisément cet élément de coresponsabilité et donc aussi de complicité de l'institution", a déclaré le cardinal dans sa lettre. Il a ajouté que ces personnes "s'opposent donc à tout dialogue sur la réforme et le renouveau en rapport avec la crise des abus". Il y a des évêques dans toute l'Église - y compris le cardinal-archevêque de Cologne - qui correspondent à cette description. Et il y a certainement des évêques qui n'ont pas fait ne serait-ce qu'une fraction du travail difficile accompli par Marx pour faire face à la crise. Si le pape accepte sa démission, il sera soumis à une pression intense pour exiger des autres qu'ils se retirent volontairement eux aussi. Le cardinal de Munich a manifestement réfléchi longuement à cette question. Mais certains suggéreront que sa démission pourrait être un aveu qu'il ne peut plus empêcher le chemin synodal de l'Allemagne de devenir un train en marche qui finira par se détacher totalement de Rome. Ils diront qu'il s'est rendu compte que la clameur dans l'Église allemande pour ordonner des femmes, partager la communion avec les protestants ou reconnaître les unions homosexuelles (entre autres choses) est devenue trop forte et trop féroce, et qu'il a décidé de quitter un navire en perdition. Ce serait toutefois une

mauvaise interprétation. Dans sa lettre de démission, M. Marx a déclaré au pape qu'en se retirant, "je pourrais être en mesure d'envoyer un signal personnel pour un nouveau départ, pour un nouveau réveil de l'Église, et pas seulement en Allemagne". Cette démission n'a rien à voir avec lui. Il s'agit de l'urgence d'une réforme profonde et radicale de l'Église. "Je voudrais montrer que ce n'est pas la fonction qui est au premier plan, mais la mission de l'Évangile", a-t-il déclaré. "Je vous demande donc fermement d'accepter cette démission". La balle est désormais dans le camp du pape.

Robert Mickens